

ARTICLE

La pluralité des rapports à l'écoquartier et à l'écocitoyenneté : un attachement commun au local et à la démocratisation de l'écologie ?

Karl BERTHELOT

Sociétés Plurielles, n° 3 Varia

Les **Presses de l'Inalco** publient des ouvrages scientifiques et des revues qui associent aires culturelles et champs disciplinaires.

EXIGENCE DE QUALITÉ avec des évaluations en double aveugle ;

OPEN ACCESS : diffusion internationale et ouvrages toujours disponibles ;

LICENCES D'ÉDITION SOUS CREATIVE COMMONS pour protéger les auteurs et leurs droits ;

PUBLICATIONS MULTISUPPORTS ET ENRICHISSEMENTS sémantiques et audio-visuels ;

MÉTADONNÉES MULTILINGUES : titres, résumés, mots-clés.

L'offre éditoriale s'organise autour de collections aires géographiques (AsieS, EuropeS, AfriqueS, MéditerranéeS, TransAireS, AmériqueS, OcéanieS) et de séries correspondant à des regroupements disciplinaires (langues et linguistique, sciences humaines et sociales, arts et lettres, sciences politiques, économiques et juridiques, oralité, traduction).

Les **Presses de l'Inalco** éditent de nombreuses revues : *Cahiers balkaniques*, *Cahiers de littérature orale*, *Cipango*, *Cipango – Japanese studies*, *Études océan Indien*, *Études finno-ougriennes*, *Mandenkan*, *Slovo*, *Sociétés Plurielles*, *Yod*.

Sociétés plurielles

Varia

Numéro 3 – Année 2019

La pluralité des rapports à l'écoquartier et à l'écocitoyenneté : un attachement commun au local et à la démocratisation de l'écologie ?

Karl BERTHELOT

Doctorant en sciences sociales, laboratoire Géographie-Cités, EHESS

Introduction

Cet article se propose d'étudier la notion d'écocitoyenneté en la confrontant à l'espace de trois écoquartiers : Clichy-Batignolles dans le 17^{ème} arrondissement de Paris en projet depuis la fin des années 1990 et actuellement en fin de livraison, Chandon-République à Gennevilliers labellisé « Nouveau quartier urbain¹ » en 2011 et Bel Air-Grands Pêchers à Montreuil, classé en quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) et ayant fait l'objet d'un projet de rénovation urbaine dès 2003. Cette contribution s'inspire directement d'un travail de mémoire de fin d'études réalisé entre 2017 et 2018 à l'EHESS². Il représente l'occasion de révéler les différentes conditions sociales de l'« écologisation³ » (Mormont,

1. Label institué par la région d'Île-de-France à partir de 2009 pour encourager les projets d'urbanisme durables.

2. Intitulé *L'Écocitoyenneté en écoquartier : de la dépolitisation aux ressorts émancipateurs de l'écologisation des modes de vie*, dirigé par Marie-Vic Ozouf-Marignier et soutenu le 30 août 2018.

3. Définit comme un ensemble de « processus par lesquels l'environnement est pris en compte dans les politiques publiques, dans les organisations, mais aussi dans les pratiques [...]. Devenue presque une notion de sens commun, l'écologisation peut aussi être théorisée : il s'agit alors de construire des schémas de compréhension et d'explication des processus de changement, bref de décrire et de caractériser ces processus ».

2013, 159-160) des modes de vie habitant, en dépassant la vision naturalisée et individualisée de l'écocitoyenneté bien souvent reflétée par le cadrage des pouvoirs publics des problématiques environnementales contemporaines. À partir d'une méthodologie d'enquête par triangulation, couplant entretiens semi-directifs, observation participante et questionnaire, cette étude empirique repose sur des rencontres auprès de quelques habitants mais aussi de techniciens, d'élus et de membres d'association ayant participé à ces projets d'écoquartier⁴.

Le quartier des Batignolles a connu une urbanisation massive dès les années 1820 avec une multiplication d'hôtels particuliers et l'établissement de grandes artères routières. Il s'agit d'un espace marqué par une activité ferroviaire même si celle-ci périclité à partir des années 1970. Dès les années 1990, le quartier est intégré dans de nouvelles réflexions et de nouvelles logiques d'action territoriales. De surcroît, ce contexte urbain techniquement complexe l'est aussi socialement. Il est composé d'une population très hétérogène, d'une frange aisée à l'Ouest et d'une autre plus populaire dans le quartier des Épinettes, avec une partie plus mixte et plus récente au Nord vers Clichy. L'interrogation de fond prévalant durant cette phase d'études se résumait alors à savoir comment articuler les contraintes techniques et sociales du quartier dans une optique de redynamisation territoriale. La trajectoire de revalorisation territoriale de ce secteur des Batignolles prend toute sa tournure avec le projet initial d'accueillir les Jeux Olympiques de 2008. Ce quartier a donc fait l'objet d'une forte volonté politique, celle d'asseoir une nouvelle légitimité à un espace soumis par des contraintes ferroviaires et reclus sur lui-même. Le référentiel du développement durable, couplé à un contexte municipal parisien ambitieux en matière de politique environnementale et rayonnant au niveau international, a considérablement orienté la tournure « durable » de ce projet de ZAC⁵, en obtenant de nombreuses rétributions symboliques et financières de la part de plusieurs acteurs comme l'État, l'ADEME⁶ et l'Union européenne.

Le PRUS⁷ de Bel Air-Grands Pêchers à Montreuil présente un tout autre aspect urbain et social que Clichy-Batignolles et s'inscrit dans un cadre territorial bien distinct. Historiquement, des plaines horticoles constituaient le terreau identitaire montreuillois mais l'urbanisation s'est rapidement développée dans

4. Les données présentées dans cette étude proviennent principalement des entretiens réalisés avec des habitants.

5. Zone d'aménagement concertée.

6. Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

7. Projet de rénovation urbaine et sociale.

cette zone dès les années 1950 (la cité du Bel Air a été construite en 1957 et celle des Grands Pêcheurs en 1977). Au départ, ce quartier comptait 86 % de logements sociaux. En 1978, le quartier Bel Air-Grands Pêcheurs se retrouve au cœur d'une procédure « habitat et vie sociale », puis devient territoire prioritaire du « contrat de ville » en 1994. Classé en ZUS⁸ depuis 1996, le quartier Bel Air-Grands Pêcheurs a peu évolué depuis la construction des grands ensembles dans les années 1950 à 1970. Une convention partenariale a été signée le 23 avril 2007 avec l'ANRU⁹ et l'ensemble des partenaires dans le cadre du PRUS. Le but premier du PRUS est de revaloriser l'image de ce site, subissant de nombreux handicaps socioéconomiques et urbanistiques – fort taux de chômage, population précarisée, enclavement au reste de la ville, phénomènes de délinquance. Les principes du développement durable apparaissent durant la mandature de l'écologiste Dominique Voynet comme un bon moyen de redynamiser ce territoire, le PRUS s'imprégnant alors de logiques du marketing territorial. Le label national EcoQuartier vient ainsi récompenser les actions entreprises par la ville de Montreuil depuis la fin des années 2000, notamment par son adoption d'une charte de l'environnement, de l'Agenda 21 et d'une charte de construction durable en 2015.

Enfin, le quartier Chandon République ne dispose pas du label national EcoQuartier mais du label « Nouveau quartier urbain » décerné par l'Île-de-France lors de la 3^{ème} session de cet appel à projets en 2010. Sa dénomination officielle est quand même « l'écoquartier Chandon-République », ce qui ressort d'ailleurs dans la bouche des habitants comme étant simplement « l'écoquartier ». Le contexte urbain gennevillois se définit par son passé et son patrimoine industriel qui se mêle avec son dynamisme et sa richesse actuelle, notamment grâce aux activités lucratives que lui génère son port d'activités. Le site de l'écoquartier République se trouve sur une ancienne friche industrielle sur laquelle étaient implantées des industries automobiles comme les usines Chausson ou Renault. Une des spécificités de cet écoquartier réside dans la phase de sensibilisation environnementale qui a été menée durant sa construction. Les promoteurs et les bailleurs sociaux avaient l'obligation de fournir un livret des gestes verts à chaque nouvel habitant. De surcroît, un plan de communication a été diffusé sur les « bonnes » pratiques du tri avec une animation réalisée par des ambassadeurs du tri. Mais cette partie demeure très peu détaillée dans le document de candidature de la ville et limitée à l'apprentissage de gestes verts principalement orientés sur le tri des déchets. Des commissions locales participatives environnement ont été créées mais cette

8. Zone urbaine sensible.

9. Agence nationale pour la rénovation urbaine.

démarche n'a néanmoins pas rencontré le succès escompté par la municipalité et symbolise plus largement le fossé cognitif entre professionnels de l'urbain d'une part et les habitants d'autre part :

La dimension environnementale peine à sortir du giron de la technicité. Derrière les conceptions de la gouvernance, enfin, se joue une vision de l'habitant très passif dans l'élaboration du projet, ou encore une vision de l'expert omniprésent et omniscient. (Vulbeau, 2011)

Ce genre de discours donne l'apparence que l'inculcation de manières de vivre écologiques va de soi alors que la population vivant à Chandon-République est aujourd'hui socialement très hétérogène.

En dressant une typologie des discours et des pratiques liées à l'écocitoyenneté dans ces trois écoquartiers, de nombreux facteurs prédisposant à la conduite de comportements pro-environnementaux ont pu être discernés. Il apparaît ainsi que ce n'est pas tant l'habitat durable qui influe sur les modes de vie mais plutôt le contexte territorial élargi dans lequel s'insère un écoquartier, ainsi que ses composantes urbaines objectives subjectivement perçues par sa population. Cette étude souligne la diversité des relations affectives des habitants à leur écoquartier, fortement contrastées car à la fois source de bien-être et suscitant également de nombreux mécontentements face aux dysfonctionnements sociaux et spatiaux qui le caractérisent. De surcroît, cet article révèle l'émergence d'une aspiration unanime à la démocratisation de l'écologie qui ne se définit non plus par son acception institutionnalisée prescriptive mais par des formulations proches de l'écologie sociale. Cette philosophie présente un caractère profondément libérateur pour les individus car elle dévoile les variables structurelles en jeu dans l'écologisation des modes de vie. Elle offre avant tout des opportunités de renouvellement des pratiques écologiques quotidiennes, rendues accessibles au plus grand nombre sous ses formes consuméristes, sémantiques, politiques et spatiales. Cette vision écologique dépasse la lecture fonctionnaliste et clivante qui caractérise encore bien souvent les projets urbains en France et permet d'entrevoir des pistes d'aménagement de l'espace plus transversales, propices à une meilleure articulation entre l'homme et l'environnement (Younès, 2017).

À la source des sentiments ambivalents des habitants à l'égard de leurs lieux de vie et aux écoquartiers : l'identification d'un confort de vie et de dysfonctionnements urbanistiques

La vie en écoquartier¹⁰ est d'une part associée à une qualité de vie, dont le niveau fluctue en fonction de la trajectoire résidentielle et de la position dans l'échelle sociale, et d'autre part relative à un certain nombre de dysfonctionnements inhérents aux logements et aux espaces publics qui le composent. Ces anomalies se caractérisent à la fois par des défauts d'aménagement et de conception et par des « incivilités » qui ne sont pas seulement propres aux écoquartiers. Si la vie en écoquartier est souvent caractérisée par une forme de bien-être, il s'agit néanmoins d'une qualité variable en fonction du positionnement social des habitants interrogés durant l'enquête.

En se penchant de plus près sur les ressentis des habitants dans leur logement et leur quartier, l'étude a pu révéler une certaine convergence quant aux discours relatifs à la qualité de vie procurée par les écoquartiers¹¹. Celle-ci se base en premier lieu sur le bien-être apporté par le logement, dont l'aspect « neuf » est généralement relié à l'idée du propre, du moderne et de l'agréable, à Clichy-Batignolles¹² et à Chandon-République¹³. Dans ce dernier quartier, la majeure partie des personnes à avoir été interrogées fait part d'un confort de vie inégalable avec leurs précédents logements et souligne une avancée au regard de leur parcours résidentiel, notamment pour des locataires du parc social. Pour les propriétaires rencontrés à Clichy-Batignolles, les standards du bien-être

10. Label initié par l'État en 2012 désignant « un projet d'aménagement urbain qui respecte les principes du développement durable tout en s'adaptant aux caractéristiques de son territoire », <http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/les-ecoquartiers>. « La réalisation d'ÉcoQuartiers est l'une des composantes de stratégies plus globales et innovantes que les collectivités sont invitées à bâtir en matière d'énergie, de mobilité, de logement ou encore de développement d'activités, tout en prenant en compte le tissu urbain et territorial existant [...]. Le label ÉcoQuartier apprécie une démarche progressive vers la ville durable en valorisant la volonté et l'action de la collectivité locale porteuse en 4 étapes : depuis l'origine et la signature de la charte (ÉcoQuartier en projet), à la réalisation (ÉcoQuartier en chantier), puis à la livraison (ÉcoQuartier livré), et enfin à son occupation par ses habitants (ÉcoQuartier confirmé) », <http://www.ecoquartiers.logement.gouv.fr/le-label/>.

11. Cf. figure 1, ci-dessous pour situer les trois écoquartiers concernés dans cet article.

12. Cf. photo 3, ci-dessous. À noter que toutes les photos présentées dans cet article sont des réalisations personnelles.

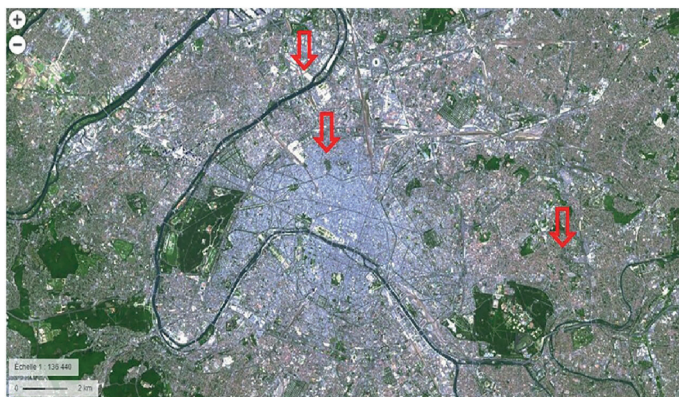
13. Cf. photo 1, ci-dessous.

dans l'habitat sont plutôt axés sur la capacité à repenser l'aménagement de leur « chez-soi » (Fischer, 2011).

D'autres mettent en avant le confort apporté par l'aspect écologique de leur logement et de leur immeuble, qui repose sur une bonne isolation, à la fois acoustique et thermique et qui traduit une connaissance accrue des normes de conception propres à leur écoquartier. C'est le cas d'Arnaud, résidant à Clichy-Batignolles, qui fait part de sa satisfaction à y vivre :

On s'y sent parfaitement bien. On a une vue superbe sur le parc.
En plus, l'immeuble est BBC [bâtiment basse consommation] donc
la consommation énergétique est neutre. On est dans une bouteille
thermos ici, il est très bien isolé.

Figure 1 : Localisation de Chandon-République, Clichy-Batignolles et Bel Air Grands Pêcheurs (respectivement de l'Ouest à l'Est) à l'échelle de la première couronne parisienne en 2014



Source : Géoportail

En outre, cette qualité de vie est retranscrite à partir des aménités présentes à l'échelle plus globale du quartier, comme par exemple les services publics, les commerces et les moyens de transports à proximité. Elles représentent d'ailleurs un critère de choix résidentiel pour les propriétaires, qui ont pris connaissance des commodités à proximité immédiate ou qui avaient même parfois l'habitude de s'y rendre régulièrement. Les commerces des Batignolles et surtout le parc Martin Luther King en plein cœur de la ZAC Clichy-Batignolles sont unanimement cités comme des éléments qui ont influé sur leur choix résidentiel. L'aménagement d'un espace vert conséquent demeure rare dans Paris intra-muros et sa localisation présente alors une situation quasi-inédite même pour des ménages aisés, ce que rappelle Étienne :

Nous avons déjà l'habitude de faire nos courses aux commerces des Batignolles. En plus, quand le parc est ouvert au public, vous êtes dans un espace vert superbe dans Paris et à deux pas des commerçants donc ça c'est génial ! Ça a été un des critères de choix qui a fait que nous nous sommes installés ici.

Au-delà des constructions neuves, l'écoquartier de Bel Air-Grands Pêchers¹⁴, projet très distinct des deux autres, a également eu des répercussions positives pour un certain nombre d'habitants, grâce aux réhabilitations des logements et des façades des immeubles. Ne se cachant pas de sa démarche de marketing territorial, le PRUS a relativement restructuré l'image du quartier aux yeux de plusieurs habitants.



Photo 1
Avenue Chenard et Walker à
Chandon-République avec une
piste cyclable aménagée sur le
trottoir

14. Cf. photo 4, ci-dessous.

Toutefois, ces portraits mélioratifs des écoquartiers sont ternis par le discernement de nombreux dysfonctionnements, qui touchent aussi bien des éléments urbains comme les malfaçons dans les logements et les immeubles ou les conceptions inadaptées des espaces publics au regard des besoins des habitants, ainsi que les « incivilités » qui en découlent. Plus sporadiquement il est fait référence d'un manque d'animation de la vie locale, comme à Montreuil et à Gennevilliers. Si le « neuf » est comparé dans une certaine mesure au confort de vie, il rappelle aux Gennevillois des défauts de conception, qui les font douter sur l'avenir de leurs immeubles pourtant récents. De plus, le manque d'entretien des parties communes, le plus souvent dans des résidences gérées par l'OPH de la ville et I3F, un bailleur social, concourt à ce sentiment d'impuissance. Quelques propriétaires rencontrés à Chandon-République expliquent d'ailleurs que la mauvaise qualité des matériaux de construction employés résulte de la réputation médiocre de Gennevilliers auprès des concepteurs et des promoteurs immobiliers, qui auraient ainsi configuré cet écoquartier comme un « quartier d'HLM » selon leur expression (Fijalkow, 2017).

Mais la problématique majeure rencontrée par ces habitants, au-delà des



Photo 2

Système de PAVE et dépôts sauvages à
Bel Air-Grands Pêcheurs

difficultés d'utilisation des PAVE et des dépôts d'ordure engendrés¹⁵, reste celle de la restriction de la place faite à la voiture, qui repose sur des décisions politiques locales qui apparaissent comme déconnectées des réalités sociales. Jean-Christophe, habitant investi au conseil de quartier de Bel Air, atteste bien de l'influence jouée par l'obédience écologiste de la municipalité de l'époque sur le PRUS :

Une fois que les travaux se sont terminés, il y a eu le changement de mandature municipale. Les nouveaux élus ont repris les travaux projetés et c'est là qu'on s'est aperçu des erreurs de faites, c'était le

15. Cf. photo 2.

parti pris contre la voiture parce que c'était les Verts aux commandes. Ils n'ont pas créé le nombre suffisant de places de parking et on en subit les conséquences actuelles.

Ce cas est un exemple emblématique des politiques faites au nom de l'écologie en France et d'une approche réprobatrice inhérente aux politiques d'acceptabilité sociale.

Le mécontentement éprouvé par les habitants est la conséquence d'un champ restreint de possibilités quant à l'usage de leur voiture dans leurs déplacements quotidiens, comme ceux liés aux migrations pendulaires. D'autant plus que le quartier de Bel Air-Grands Pêcheurs n'est toujours pas bien desservi en transports en commun, malgré les velléités relatives au PRUS de désenclaver le quartier :

Le PRUS a apporté une modification du quartier, il l'a modernisé [déclare Jean-Christophe,] ça a été l'arrivée du passage du bus dans la rue de la cité du Bel Air car avant, il tournait autour. Cela a tout de même été le résultat d'une lutte de 40 ans. Mais pour sortir du quartier actuellement, c'est toujours la croix et la bannière, donc on est quand même assez enclavé. Sortir à Paris c'est encore un problème, on a gardé les anciens défauts du quartier.



Photo 3

Vue de Clichy-Batignolles avec des résidences locatives sociales et la DRPJ au dernier plan

Les malfaçons communes à la livraison de plusieurs immeubles en écoquartier ont provoqué des relations plus ou moins tendues, parfois même inexistantes,

avec les promoteurs et les bailleurs sociaux. La crainte de voir s'installer plus durablement ces mauvaises conceptions a encouragé le rapprochement des résidents. Cette alliance des habitants a pesé sur l'attention portée par Vinci à sa construction se sachant observé par les futurs habitants.

Ces malfaçons, qui conduisent parfois même des habitants à traduire en justice un promoteur, entraînent des effets inattendus dans les écoquartiers allant à l'encontre même de principes écologiques. Arnaud pointe ainsi une des premières dissonances entre la conception réalisée par les maîtres d'ouvrage avec l'usage qui en est effectué dans les logements de son immeuble :

Cela concerne des prestations qui n'ont pas été conformes à ce qui avait été vendu. Ce qui nous reste principalement, ce sont des problèmes de chauffage. Et pour les résidents au RDC, leur chauffage ne fonctionne pas correctement. Des erreurs techniques ont été commises et certains habitants ont été obligés de booster leurs chauffages, ce qui fait remonter la chaleur et incommodent les propriétaires au-dessus. Concrètement, la première année, on avait 24-26°C la nuit pendant l'hiver. On était obligé de dormir la fenêtre ouverte. Pour un immeuble BBC, c'est assez paradoxal.

Cet inconfort thermique induit une contre-performance de l'écoquartier, qui démontre d'une certaine inadaptation aux besoins et aux pratiques de ses occupants (Beslay, Gournet & Zelem, 2015).



Photo 4

Diversité architecturale entre collectifs et maisons individuelles avec le château d'eau de Bel Air-Grands Pêchers

Enfin, dans une moindre mesure, les ménages rencontrés font l'état d'un manque d'animation au niveau local. Cette absence d'effervescence passe selon eux par un manque de commerces de proximité, l'écoquartier étant comparée à une « cité-dortoir », un quartier reclus sur lui-même et marqué par un faible investissement local des habitants aux espaces de concertation publique. L'apparition des grandes surfaces a joué sur la fermeture de ces boutiques de quartier et a contribué à dégrader la qualité de la vie locale. Ronan y habite depuis son plus jeune âge et décrit ainsi les évolutions de son quartier :

La disparition des commerces et l'arrivée des grandes surfaces, le tout premier Auchan de France a été construit à Fontenay. Donc ici vous aviez une barre d'immeuble, un centre commercial avec toutes ses petites boutiques et commerces. Le dimanche, c'était le jour où on prenait notre douche, où on sortait la raie sur le côté bien coiffé, il y avait ceux qui allaient à la messe et ceux qui allaient au PMU, et le marché qui allait du château d'eau jusqu'à l'école Lenain de Tillemont de part et d'autre du trottoir. Ça grouillait de vie.

Malgré des similarités entre ces trois écoquartiers, leur appartenance à un contexte local distinct forge leur identité propre. Elle repose sur un ensemble d'aménités qui contribuent à leur valorisation institutionnelle et vernaculaire. Tout d'abord, Chandon-République se démarque avant tout par son héritage mémoriel, qui sans avoir laissé de traces patrimoniales bâties, rappelle le passé industriel du quartier, notamment dans le domaine automobile. La ville de Gennevilliers s'appuie sur ce quartier durable sorti de terre à la place de ces anciennes friches industrielles pour marquer son dynamisme à travers le prisme du développement durable. Ce nouveau quartier garde donc une trace de l'aspect industriel et ouvrier de cette commune, sur lequel la politique sociale gennevoise s'est sédimentée jusqu'à aujourd'hui et actualisée aux problématiques contemporaines. Le quartier des Batignolles se caractérise par son image de lieu convivial grâce à ses nombreux commerces authentiques et sa vie de comptoir. Il renvoie à un « quartier de village », à l'écart de l'uniformisation des commerces, support de sociabilités plus prononcées entre clients et commerçants. Il présente de nombreux avantages pour les habitants de la ZAC, celle d'avoir une diversité de commerces à proximité qui permettent d'animer la vie de quartier, comme le souligne Rébecca :

Là t'as tes commerces à même la rue. Après le quartier des Batignolles vraiment une fois qu'on a passé la rue Cardinet, il est très sympa et on retrouve tous les avantages c'est Paris, y a des supers commerces, bars, resto, avec une vraie identité en plus.

Il serait investi par les « bobos », sociostyle récusable mais largement diffusé en France notamment par les médias (Authier *et al.*, 2018), terme qu'emploie Thibaut, son conjoint, par son décalage avec d'autres lieux urbains parisiens, ce qui « peut modifier son équilibre par la massification et de le voir par l'arrivée de boutiques connues », selon lui. Cette vie locale animée semble à l'origine d'un sentiment d'appartenance et d'attachement (Hennion, 2004) à l'écoquartier et montre ainsi la porosité existante entre le périmètre de la ZAC et le secteur des Batignolles. Enfin, l'identité de Bel Air-Grands Pêchers se structure principalement autour des espaces verts qui l'entourent et par son histoire horticole, avec la valeur patrimoniale induite par les Murs à Pêches. Cette identité horticole a fortement incité à la labellisation du PRUS en écoquartier fait émerger un sentiment de fierté pour certains, tel Ronan, qui déclare :

Je me considère avant tout habitant de ce quartier, il est trop spécifique. On a un parc de 20 hectares au parc des Beaumont, j'ai les Murs à Pêches en bas de chez-moi j'ai un parc Montreux qui fait 18 hectares, j'ai un jardin école.

Le territoire exerce ainsi une pression importante sur les manières de consommer, de se déplacer et de vivre, d'un point de vue matériel certes mais également symbolique, ce que reflètent des politiques publiques menées au niveau local. La politique écologique conduite par la Ville de Paris, assez précurseure en France, se fait ressentir sur les usages d'une partie de sa population, qui portait déjà préalablement un intérêt et des prédispositions idoines. Rebecca montre que l'écoquartier n'a pas tellement opéré une rupture dans son mode de vie mais l'a plutôt soutenu, étant attentive aux enjeux environnementaux depuis plusieurs années grâce à l'action de la Ville de Paris :

Non enfin c'était peut-être un des critères mais secondaire parce que déjà l'appartement présentait ce que l'on cherchait, des choses plutôt pratiques et puis le parc c'était sympa. La dimension écologique même si ça a un côté sympa qu'on recyclait déjà nos déchets avant, on était quand même sensibilisé mais à Paris je pense qu'on est plutôt bien sensibilisé sur la problématique écologique.

Par corollaire, les aménités urbanistiques ne sont pas de la même qualité à Bel Air-Grands Pêchers, dans un quartier qui paraît encore bien enclavé par rapport au reste de la ville, malgré sa liaison prévue avec la ligne 1 du métro d'ici une dizaine d'années. Le faible niveau de desserte en transports en commun contraint les habitants à prendre leur voiture, se trouvant pourtant dans la première couronne parisienne.

Au-delà des pratiques écologiques et des relations ambivalentes qui se déploient dans ces configurations bien particulières, une diversité de discours sur l'écologie et l'écocitoyenneté sous-tend en fait à la fois un certain rapport au consumérisme et également un positionnement distinct dans le champ social.

La diversité du champ sémantique et pragmatique de l'écocitoyenneté : d'une écologie consumériste à une écologie émancipatrice

La réduction de l'écologie aux écogestes implique une forme de responsabilisation individuelle et semble dénuée de toute considération sociale¹⁶. Cette acception traverse pourtant l'ensemble des représentations de toutes les personnes interrogées. Cela n'empêche pas pour autant la différenciation des opinions et des valeurs vis-à-vis de ce paradigme, qui repose sur des variables façonnant la sensibilité environnementale.

Une diffusion généralisée des écogestes dans l'ensemble des représentations sociales

Les campagnes d'éducation au développement durable (EDD) ont participé à la définition des modes de vie écologiques en s'appuyant sur une communication des écogestes, notamment via la sensibilisation réalisée à l'école (Jacqué, 2016). Caractérisés par un ensemble d'actes isolés à effectuer dans son quotidien, ils ont façonné les schèmes perceptifs dans l'ensemble de la société et ont réussi à s'imposer comme une vision légitime de ce que doit être l'écologie ordinaire. Au comportement écologique est souvent associé des pratiques très visibles, telle celle du tri des déchets, comme le font ressortir les entretiens réalisés auprès des habitants de Chandon-République. Le dispositif novateur des PAVE concourt d'ailleurs à visibiliser cette pratique dans les esprits. La question des déchets demeure une des premières thématiques traitées par les ménages lorsqu'ils répondent à la question « qu'est-ce qu'un comportement écologique ? ». Arnaud, habitant à Clichy-Batignolles, déclare ainsi en premier lieu que « c'est faire attention à ses déchets, c'est le recyclage ».

Ronan, lui, avait déjà évoqué le tri des déchets lors de notre échange avant même d'en arriver à cette question, ce qui traduit la prégnance du tri des déchets comme manifestation d'une écologie pragmatique. Ces écogestes s'expriment également par les économies d'énergie qu'ils induisent et traduit une fois encore la réduction de la question environnementale au domaine énergétique, particulièrement dans

16. Un des nombreux exemples de guide des éco-gestes au quotidien : BAREAU, 2006.

le contexte du logement durable en écoquartier. Leur propension à inhiber les variables sociales dans l'application de démarches écologiques est suggéré par ce rapport économique, cette tendance « naturelle » qu'a l'homme à rechercher le moindre coût (Beslay & Zelem, 2009). Une telle approche est retranscrite dans les normes de construction des écoquartiers qui incitent les ménages à « dépenser moins d'énergie » comme l'annonce Rébecca, qui fait un parallèle entre la consommation énergétique et son coût.

Il s'agit également des économies liées à la consommation d'eau. Des parcours de vie peuvent induire des postures d'opposition à la sobriété et à la restriction énergétique, si ces postures existaient déjà préalablement à cause de mauvaises conditions de vie :

J'ai eu une dame – explique Ronan – qui m'a dit : « Écoutez, quand j'étais petite, j'avais droit qu'à une douche par semaine. Je ne veux pas que mes enfants connaissent cette situation alors je paye. Ils prennent autant de douches et de bains qu'ils le souhaitent parce que je n'aimerais pas qu'ils se sentent privés comme autrefois. »

Ou bien tout simplement parce que cette charge n'apparaît pas clairement sur les factures des ménages :

C'est compris dans le loyer donc pour l'OPHM¹⁷ par exemple, il y a une provision qui se fait par rapport à l'année précédente et dès que ça dépasse un montant de 75 €, ils prélèvent le surplus. On leur prélève ça en plus mais sans comprendre pourquoi précisément.

La justification économique, même pour des ménages aux faibles moyens, ne suffit donc pas toujours à orienter les comportements vers un moindre impact environnemental, en raison de facteurs plus diachroniques.

Enfin, même si l'écologie peut se résumer pour certains habitants à l'ensemble de ces petits gestes présentés comme simples à mobiliser au quotidien, ils sont néanmoins conscients de leurs écueils et de leurs limites quant à leur sens véritablement écologique, notamment d'un point de vue politique (Pautard, 2015). L'écologie ne peut, selon eux, s'abstraire de responsabilités plus globales et doit engager la société dans sa globalité : « elle se réalise dans tous les domaines », énonce alors Jean-Charles, cherchant à définir la notion de « comportement écologique », en ajoutant ensuite :

17. Organisme public de l'habitat montreuillois.

Ça ne peut pas se réduire qu'aux petites économies assez simples même si ça doit l'être quand même. On est étonné par la capacité de nos petits enfants à faire attention à l'eau par exemple. Pour moi, cela reste positif et optimiste.

Il se réfère ainsi au rôle de l'école dans l'inculcation de normes et de valeurs aux enfants qu'elle prodigue à travers un processus de socialisation décisif dans la structuration d'une attitude écologique chez les plus jeunes. Ces représentations vernaculaires liées aux écogestes traduisent plus largement des échelles de positionnement variées relatives à l'écologie, qui fluctuent entre une parfaite adéquation à l'idéologie du développement durable et son rejet affirmé.

Des positionnements différenciés, entre intégration et détachement au modèle du développement durable

Les paroles des habitants sur la thématique écologique font ressortir deux paradigmes principaux. Un premier axé au modèle consumériste et dont les propos tournent autour du système marchand, l'écologie s'exprimant par la consommation, des achats raisonnés, et des économies d'énergie. Puis, un second antagonique au premier, va plutôt se manifester par une critique du modèle du développement durable, prônant une démarchandisation des pratiques écologiques et son accessibilisation à l'ensemble des citoyens.

Dans sa première acception, l'écologie consumériste se dégage plutôt des discours d'habitants rencontrés à Clichy-Batignolles et à Chandon-République, se caractérisant par une diversité des points de vue malgré leur appartenance au même champ sémantique et axiologique. À Gennevilliers, les locataires de logements sociaux mettent parfois en avant le sens économique inhérent à l'écoquartier, qui permet de diminuer les charges liées à la consommation d'énergie. Une habitante de Chandon-République présente un profil sociographique et une sensibilité environnementale plutôt similaire avec celui des propriétaires rencontrés à Clichy-Batignolles et à l'inverse, expose une vision de l'écologie diamétralement opposée à celle de la majorité des résidents du quartier. Femme de 35 ans, mère d'un enfant et vivant avec son conjoint, cadre supérieure et propriétaire de son logement, l'écoquartier a un réel sens pour elle, ce qui est un cas assez anodin parmi toutes les personnes questionnées à Chandon-République.

Cependant, elle demeure consciente que le reste de la population est désabusé par le manque de places de parking et les problèmes de dépôts sauvages d'ordure dans le quartier. Selon elle, « l'esprit de l'écoquartier » n'est pas diffus dans l'esprit des habitants face aux « incivilités » apparentes et récurrentes. Elle déclare que son mode de vie écologique n'est pas lié à son habitat et à son quartier et que peu

d'initiatives collectives en lien avec l'écologie arrivent à émerger localement. Elle trouve néanmoins un certain accomplissement personnel à habiter ici, par les traits d'aménagement spécifiques du quartier, comme la place accordée aux modes doux¹⁸, à la mixité sociale et à la faible densité du quartier. Sa consommation, notamment alimentaire, a évolué progressivement avant même son installation dans l'écoquartier car elle faisait déjà preuve d'une sensibilité écologique importante (Bozonnet, 2012). Cette dernière s'est renforcée par l'adéquation entre ses valeurs et ce type d'habitat, proposant selon elle des solutions pratiques au quotidien. Ce type de profil sociographique subsiste rare dans les écoquartiers et reflète une adéquation de l'individu de son fort intérêt écologique à son habitat durable. Mais il ne s'agit pas de n'importe quel type d'écologie mais bien celle affiliée au référentiel du développement durable qui modèle des schèmes de valeurs et d'aménagement de manière idoine.

Cette accommodation d'un mode de vie à l'habitat durable s'exprime également chez d'autres individus comme à Clichy-Batignolles. Leurs discours font clairement référence à une écologie marchande, reposant sur la croyance dans le progrès technique et les capacités des nouvelles technologies à faire émerger un modèle de croissance verte. Dans ce courant de pensée cornucopien (Bihouix, 2019), l'écologie est intégrée à des raisonnements d'achats et de pratiques consommatoires. Il s'agit de porter une attention accrue à la provenance des biens achetés et plus largement de construire une éthique raisonnée de sa consommation. Rébecca fait part de sa volonté d'adopter une posture cohérente avec un type d'alimentation plus proche des contraintes saisonnières :

Dans mon quotidien, au moment de l'achat de fruits et légumes, je suis assez attentive afin d'éviter de consommer des tomates qui viennent de l'autre bout du monde et d'adopter une posture d'achat raisonnée en fonction des saisons.

Cela traduit une forme de rationalisation individuelle des comportements dans un système capitaliste qui incite pourtant à « dénaturiser » les biens courants de consommation. Cette pratique peut s'apparenter à une certaine distanciation envers la consommation organisée sans passer par une remise en cause structurelle du capitalisme. Il s'agit alors d'une forme de « résistance ordinaire », c'est-à-dire d'un

18. Modes de déplacement sans apport d'énergie autre que l'activité physique humaine, comme la marche à pied, le vélo, la trottinette, etc.

ensemble multiple et hétérogène d'actions non organisées, non collectives, visant à préserver ou à créer des îlots d'autonomie à l'intérieur et de l'intérieur du mécanisme de « colonisation » de la sphère de la vie quotidienne par l'extension spatio-temporelle du système marchand. (Dobré, 2002)

Le prisme écologique intégré aux structures marchandes peut s'incarner dans un récit du progressisme technologique et numérique. Il est particulièrement visible dans la configuration des logements en accession privée à Clichy-Batignolles puisque plusieurs appartements prévoient l'utilisation de dispositifs écotechniques (Renauld, 2014) facilitant l'appropriation du logement :

Vinci a juste installé la domotique dans l'appartement – précise Étienne – et après il a fallu investir dans deux petits boîtiers électroniques qui nous relient à un système intérieur. Le premier avec le Wifi qu'on puisse tout gérer depuis notre téléphone et le 2^{ème} c'est en 4G, en extérieur, on peut gérer notre système. Donc aujourd'hui, je peux depuis l'extérieur gérer tout mon appartement.

Les nouvelles technologies constitueraient un moyen de s'ouvrir aux thématiques écologiques, plus probant que « la pure aridité citoyenne » d'après Thibaut, ce que peut encourager la nouvelle économie apparue à partir des années 1990 et qui fait depuis la part belle aux *start-ups*, politique de plus en plus appuyée par des mesures législatives et juridiques propices à leur création¹⁹. Le lien entre l'écologie et la citoyenneté est facilement opéré par ces habitants de Clichy-Batignolles, souvent à partir du prisme de la consommation. Thibaut et Rébecca se définissent d'ailleurs comme de « nouveaux clients de l'écocitoyenneté » et défendent le rôle joué par le consommateur dans la lutte contre le changement climatique, par ses achats et ses écocostes éclairés :

Rébecca : — Puis on essaye d'acheter.

Thibaut : — Oui dans l'achat ce que tu peux faire c'est le geste du consommateur.

Rébecca : — Tu tries des déchets, tu achètes local, tu te déplaces en transports en commun, tu achètes un logement moins polluant que les autres, c'est déjà pas mal.

19. Telle la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « loi Macron ».

Thibaut : — Ce qui est structurant, c'est quand même l'écocitoyenneté et la diffusion numérique des pratiques. Mine de rien, le geste du consommateur est ultra structuré par la connaissance du produit, notamment par des applications. Il y a des applis d'éducation à la citoyenneté qui existent. Je le sais parce que dans mon boulot on en facilite le financement. En fait, cela peut permettre de franchir des barrières physiques de connaissance. Ce n'est plus seulement l'importance de l'information contenue dans les étiquettes qui est soulevée mais également celle de l'appropriation du citoyen de son rapport à la consommation, aux achats et aux déchets.

Cette vision de l'écologie semble trouver son accomplissement dans l'ère du numérique et dans des pratiques d'achats. Elle encourage néanmoins l'apparition d'une première forme de questionnement sur l'impact des modes de vie sur l'environnement urbain et naturel. De ce fait, si cette conception n'effectue pas de rupture paradigmatique avec le néolibéralisme, à cause de sa propension à masquer les variables sociales dans l'écologisation des comportements (Comby & Grossetête, 2013), ce premier degré de « résistance ordinaire » laisse toutefois émerger d'autres regards sur l'écologie et ses cultures plus populaires (Brugvin, 2014). Cette divergence cognitive avec les principes du marché est majoritairement induite par les discours des habitants de Bel Air-Grands Pêchers²⁰.

	Clichy-Batignolles	Bel Air-Grands Pêchers
Actifs de 15-64ans	76,3 %	74,2 %
Taux de chômage	13,25 %	22,63 %
Part des non-diplômés	15,1 %	37,6 %
Part des hauts niveaux de formation	51,75 %	18,97 %
Part des ouvriers/employés	26,45 %	65,7 %
Part des cadres et professions intellectuelles supérieures	43,95 %	10,13 %

20. Cf. tableau 1 pour comparer les contextes sociodémographiques entre Clichy-Batignolles et Bel Air-Grands Pêchers.

Revenu médial fiscal par UC	22 935 €	10 271 €
Nombre d'habitants	7519	7486
Nombre moyen de personnes par ménage	2,2	2,5
Part des ménages composés d'une personne seule	41,65 %	35,6 %
Part des familles monoparentales	21,19 %	28 %
Part des familles nombreuses	11,6 %	16,2 %

Sources : données IRIS issues de Géoportail (calculées sur la moyenne de Batignolles 14 et Epinettes 6 pour Clichy-Batignolles/calculées sur la moyenne de Bel Air-Grands Pêchers 1, 2 et 3). Réalisation personnelle.

Leurs représentations écologiques se distinguent par une nette opposition aux écogestes. Jean-Christophe partage ce point de vue, comparant l'écologie politique actuelle à une « dictature. Il ne faut plus rouler en voiture, il faut faire du vélo, il faut ceci et cela... » et engage un discours politisé, qui lie implicitement l'écologie à un problème social, en prenant l'exemple des réformes gouvernementales de la SNCF alors en cours en mars 2018 :

L'écologie s'adresse aussi aux milliers de camions qui traversent la France, qui polluent tout le monde, on en parle pas tant que ça. Le gouvernement veut casser la SNCF. Il ferait mieux de la développer mais il répond aux intérêts de lobbys routiers ! Puis quand vous voyez comment les salariés et les chauffeurs routiers sont payés ?!

Ce problème de *dumping* social corrélé indirectement à une problématique environnementale constitue un moyen de reconsidérer l'écologie comme un problème public et un enjeu démocratique au centre de débats et de confrontations d'idées.

Cependant, l'écologie semble bien trop souvent perçue comme une norme sociale, complexe à déconstruire et à critiquer. Les individus sont inégalement dotés de « clairvoyance normative » vis-à-vis d'elle ce qui ne prédispose pas pour autant à son adhésion dans sa manière d'être et de se comporter (Becker & Félonneau, 2008). Cette clairvoyance peut néanmoins s'illustrer par plusieurs réprobations rattachées aux politiques publiques écologiques, comme celle menée par la Ville de Paris, qui semble dévoyer l'écologie en l'écartant de toute perspective démocratique :

Je ne suis pas d'accord avec tout ce que fait la ville de Paris au nom de l'écologie[, explique Jean-Christophe,] il n'y a pas de concertation. En plus, la maire de Paris a décidé de mener une politique de transition écologique mais la banlieue prend tous les impacts négatifs en retour, il ne faut pas se leurrer. Quand la mairie freine l'accès aux voitures en ville, la pollution est externalisée en périphérie. On devrait déjà réfléchir à une politique écologique à l'échelle de la région, nationale puis internationale. L'Europe actuelle a été réalisée pour les capitalistes et la finance, non pour les citoyens.

La politisation ou plutôt la récupération politique du sujet de l'écologie représente un danger envers la démocratie car sa restructuration autour d'une éthique normative rend complexe sa réappropriation par les citoyens. En outre, elle renforce son discrédit car elle est majoritairement appréhendée sous cet angle politicien, et donc, pour une multitude d'individus, sous sa forme dirigiste.

Enfin, dans une moindre mesure, l'écologie est comprise dans un tout autre schème, au-delà d'une conception cartésienne occidentale. Gabriel, un habitant originaire du Cameroun, détient une conception de la relation de l'homme à son environnement différente de la philosophie écologique européenne. Son discours souligne ici le poids de la culture sur l'attitude et le comportement écologique. Comme il le remarque :

je suis pour l'écologie, mais c'est quoi l'écologie au juste ? Moi je suis écologiste de naissance parce que j'ai toujours mangé ce qu'il y avait à proximité de chez moi. Quand on m'explique l'écologie, il faut manger selon le terroir et non des produits de l'autre bout du monde, c'est ce que j'ai toujours fait. Vous ne m'apprenez rien. Mais en ville, je conçois que c'est difficile de l'appliquer. On ne peut pas avoir chacun un jardin pour faire son potager. On est dans un monde citadin et les mondes villageois disparaissent.

Le fait de percevoir l'environnement comme intrinsèquement lié à son mode de vie, contrairement à notre vision dichotomique entre la nature et la culture, confère à l'écologie son sens profondément social. Il s'agit d'une définition de l'écologie qui implique l'adaptation de l'homme à son environnement, non par souci d'une défense de celui-ci mais plutôt par une appartenance totale à l'écosystème qui l'entoure. Ce type de pensée offre des perspectives d'ouverture intéressantes sur les spécificités de l'écologie, ouverte ici à des considérations plus anthropologiques et donc à une approche occidentalocentrée moins ancrée (Descola, 2005).

Des préférences affirmées dans le choix des valeurs sociales revendiquées

L'écologie et l'écocitoyenneté sont également au centre d'un système axiologique commun, basé sur des traits comme la solidarité, l'entraide et le respect. Ces projections sociales sur l'écologie traduisent bien la complémentarité entre l'homme et son environnement, qui n'est d'ailleurs pas compris que dans son sens « naturel » mais plutôt relatif au lieu de vie. C'est la définition proposée par Marcel, résidant à Bel Air-Grands Pêchers, qui associe l'écologie au souci de préserver son milieu de vie :

L'écologie, c'est déjà le respect de l'environnement, que les gens arrêtent de balancer leur papier par terre, de balancer leurs trucs par les fenêtres, que les habitants se responsabilisent et soient conscients des dégradations qu'ils peuvent occasionner. Quand on arrivera à ce respect mutuel, je pense qu'on aura fait un grand pas. Pour moi, c'est ça l'écologie, c'est que les individus respectent l'endroit où ils vivent.

Ce rapprochement sémantique permet d'induire un lien entre l'écologie et des thématiques plus sociales, soulignant d'ailleurs le caractère socialisant de l'écoquartier au sein duquel sont établies plusieurs règles de vie favorisant le bien-vivre ensemble.

Ces valeurs sont retranscrites dans l'espace urbain local à partir de la configuration des espaces publics et de la présence d'équipements collectifs, nécessaires à la consolidation du lien social. Elles structurent un regard qui dépasse l'élément naturel de l'environnement et qui appréhende l'espace physique comme un pilier du lien social :

Nous essayons d'en faire un espace convivial – affirme Marcel, à propos de sa conception de l'environnement –, et que les gens se parlent. De créer des espaces de lien, pour que les riverains puissent se rencontrer, discuter, jouer. Donc pour nous c'est cela, nous ne sommes pas contre l'écologie mais quand cela nous accapare du terrain comme pour le stationnement, nous sommes réticents. Des espaces verts, nous en avons suffisamment. Nous n'avons pas besoin de noues²¹ qui nous pompent les places de parking et qui nous

21. Une noue est un fossé végétalisé qui permet de recueillir les eaux de ruissellement et donc de limiter localement les effets de sécheresse et d'inondation. Elle est présentée comme une solution écotechnique au faible impact environnemental par rapport à d'autres

pourrissent un peu la vie. Pour nous, l'environnement signifie qu'il faut fidéliser l'espace pour que les gens puissent se rencontrer.

Cette caractéristique sociale inhérente à l'environnement et à l'écologie se manifeste également de manière plus informelle, à travers des relations basées sur la réciprocité et sur un système de don, loin du modèle comportemental de l'*homo aeconomicus* :

Ce n'est pas dans le calcul des besoins individuels qu'on trouvera la méthode de la meilleure économie. Nous devons rester autre chose que de purs financiers. La poursuite brutale des fins de l'individu est nuisible aux fins et à la paix de l'ensemble, au rythme de son travail et de ses joies et – par l'effet en retour – à l'individu lui-même. (Mauss, 1968, 109)

Ces scènes d'interactions dénuées d'utilité purement économique se déroulent notamment à Clichy-Batignolles, où la qualité des relations de voisinage facilite l'entraide, notamment pour se prêter à tour de rôle une place de parking ou bien s'échanger des petits conseils pratiques au quotidien.

Enfin, ces valeurs s'expriment par une forme de solidarité intergénérationnelle chez certains ménages plutôt aisés, qui disposent de ressources symboliques et financières leur permettant de se projeter plus facilement sur le long terme. Ce trait d'esprit se caractérise par une réflexion sur l'impact des modes de vie actuels sur l'environnement et sur leurs répercussions directes dans les décennies à venir, ce dont témoigne l'inquiétude de Jean-Charles : « Je suis sensible à ça, je trouve que notre génération va léguer à nos enfants et petits-enfants une planète beaucoup plus pourrie. » Cette capacité d'anticipation ne constitue qu'un trait parmi tant d'autres d'une attitude écologique. Cette dernière dépend d'un ensemble de variables structurelles et sociales, que ce soit à l'échelle individuelle ou collective, relatives à des processus synchroniques et diachroniques. Ces convictions et valeurs personnelles demeurent d'ailleurs déterminantes dans l'évolution écologique des pratiques (Vincent, 2009).

dispositifs classiques d'évacuation et de traitement des eaux de pluie. Elle contribue en théorie à maintenir la qualité et le réapprovisionnement des nappes phréatiques grâce aux capacités d'absorption et de dépollution de certaines plantes.

Les ressorts effectifs de la sensibilité environnementale en écoquartier

L'analyse de l'écologisation des modes de vie nécessite de prendre en compte la diversité des réalités sociales individuelles actualisées à la fois dans leur contexte de vie routinier mais également par leur construction sur le temps long (Dunlap & Van Liere, 1980). De cette manière, cette étude permet de révéler l'étendue des champs des possibles de chacun et donc de sa prédisposition à orienter son comportement vers une intégration d'enjeux environnementaux. Les valeurs conditionnent l'apparition d'une forme de conscience écologique, notamment quand elles sont axées sur l'altruisme (Agyeman & Kollmuss, 2002). La préoccupation liée à la préservation de l'environnement traduit le soin de protéger l'ensemble de l'écosystème, dans une approche plus ou moins anthropocentrique.

D'un point de vue conjoncturel, correspondant à un instant bien précis des parcours biographiques des habitants, la composition du ménage représente un élément sociographique majeur, inclinant substantiellement les modes de vie vers l'écologisation. Le fait d'être en couple ou célibataire, d'avoir plusieurs enfants ou non, influence le rythme de vie et le niveau d'opportunité pour développer une conscience environnementale. Jean-Christophe rappelle les contraintes de vie qui peuvent peser sur les ménages. Toutefois, il souligne que ces contraintes varient en fonction des revenus à disposition des ménages :

C'est un quartier avec des familles monoparentales donc les personnes ont peut-être d'autres soucis que de venir. Ce n'est pas la priorité disons quand on a des enfants. Cela s'adresse avant tout aux personnes les moins contraintes et qui viennent sur ces parcelles.

Cette situation objective de vie, qui induit une hiérarchisation des besoins d'une famille, structure profondément le degré d'intérêt porté à l'environnement. La mise en place de politiques relatives à la petite enfance peut indirectement faire évoluer ces schémas de contrainte, en offrant par exemple plus de places en crèches municipales, ce qui délestent les parents au quotidien.

Une des variables, cette fois-ci diachronique, demeure la socialisation primaire et secondaire d'un individu. Elle repose sur un processus de structuration qui

ne se limite pas à ce qui est commun à tous les membres d'une société mais s'étend à ce qu'il y a de plus individuel chez chacun. Elle constitue ainsi un outil d'analyse particulièrement bien ajusté à l'ère de l'individu. La notion de socialisation mérite donc d'autant moins d'être mise au banc des accusés par ces trois types de critiques qu'elle offre une perspective sur la genèse des individus

à la fois politiquement ouverte, épistémologiquement ambitieuse et historiquement consciente de la dimension individuelle des processus sociaux. (Darmon, 2010, p. 125)

La famille et l'école demeurent les deux instances capitales de socialisation, et jouent donc un rôle majeur dans la formation d'une sensibilité environnementale chez des enfants. L'éducation et la sensibilisation aux enjeux environnementaux sont deux moyens d'inculcation de normes et de valeurs, comme le remarque Rébecca, qui déclare que « plus on l'est jeune, plus on a acquis un comportement respectueux de l'environnement ». L'écologisation des modes de vie dépend donc de processus qui se jouent sur le long terme et non pas seulement au moment de l'installation résidentielle dans l'écoquartier.

En outre, même si ces effets sont moindres par rapport à l'école ou la famille, la profession participe à structurer une cohérence cognitive et pratique relative à l'environnement, particulièrement dans des secteurs d'activité impactés par ce sujet. Le domaine agricole en est un exemple emblématique, secteur dans lequel travaille Étienne, qui déclare que la notion d'environnement lui « évoque beaucoup de choses » et lui permet de dresser un riche panorama de ce que cela représente pour lui, à la fois sous son aspect naturel et urbain. La socialisation, qui modèle ainsi la sensibilité écologique, repose sur la trajectoire prise par les parcours de vie et donc sur l'origine géographique, notamment à propos du rapport à la nature. Le fait de grandir en ville ou dans un milieu moins minéralisé, peut expliquer l'émergence et la continuité de pratiques apparues dans l'enfance et l'adolescence. Thibaut, membre très engagé dans l'association du Jardin des Perlimpinpin, s'y accomplit complètement. Il discerne bien l'influence de son milieu social et géographique sur son intérêt écologique, parlant de sa passion du jardinage :

Je n'ai pas grandi à Paris mais dans les Yvelines, plutôt en campagne et assez loin de Paris. C'était vraiment la campagne et du coup mon rapport à la nature est très développé. J'y ai grandi jusqu'à l'âge de 18 ans, dans une maison avec un jardin et c'est vrai que pour moi c'est quelque chose de relativement significatif. C'est pourquoi la présence du parc ici est centrale.

Il rajoute d'ailleurs à quel point cet épanouissement dans l'association lui paraît aller de soi, alors qu'il n'est en réalité pas un hasard au regard de sa trajectoire biographique :

Il y avait le parc et les jardins partagés et dès qu'on a acheté l'appartement, j'ai adhéré à l'association en me disant tiens, il y a une

perspective. J'ai tout de suite jardiné et les adhérents de l'association m'ont proposé une petite parcelle avec un groupe donc ça s'est fait naturellement.

La sensibilité environnementale repose également sur la rencontre entre des contraintes de vie objectives et le rapport subjectif à celles-ci (Grendstad, Olli & Wollebaek, 2001). La localisation de son habitat par rapport au lieu de travail ou aux lieux d'achats conduit à un certain type de mobilité, qui dépend aussi de la situation sociale et économique d'un ménage. Cette disposition à se déplacer plus ou moins facilement s'exprime notamment à travers les migrations pendulaires et la multimodalité des ménages. C'est un point qui importe à Jean-Charles, retraité de 75 ans, qui expose les bénéfices personnels et écologiques à se situer à Clichy-Batignolles :

On n'est pas loin du centre de Paris. On va à pied à St Lazare. Il y aura bientôt la ligne 14 du métro qui sera à 150 mètres de chez nous et le tramway qui va passer. Il y a déjà le RER et la ligne 13 à proximité, on est très bien desservi.

Cette contrainte territoriale et géographique n'est donc pas négligeable dans les habitudes quotidiennes des habitants et influe directement sur leur impact environnemental. Une desserte en TC à proximité représente un véritable contrepois à l'usage de la voiture, dans une perspective moins contrainte :

J'ai toujours été écolo sans le savoir – précise Ronan avant de rajouter –, quand j'ai acheté mon appart' à Vincennes, j'étais au pied du métro. Le prix du m² était un tiers plus élevé à ce que je pouvais avoir ici mais cela me coûtait 800 francs d'essence par mois parce que je travaillais la nuit. Mais je n'arrivais jamais à trouver une place de parking dans le coin.

La dimension économique, surtout pour des populations précaires, oriente également le rapport à l'écologie, n'ayant dans ce cas, ni les ressources financières ni le temps pour intégrer des enjeux environnementaux dans leur rythme quotidien (Demarque, 2011). Il s'agit d'une situation sociale bien réelle à Bel Air-Grands Pêcheurs, qui n'est pas forcément connue et reconnue par les élus locaux :

Quand on informe les gens sur telle ou telle chose – déclare Ronan –, ils sont épuisés et tellement préoccupés. Je suis allé à une réunion un jour avec l'ancienne équipe municipale qui nous

avait réunie, nous les riverains du parc des Beaumont. Et comme il y a eu beaucoup de mécontentements exprimés, l'adjointe au maire chargée de l'environnement a estimé que les gens présents n'étaient pas suffisamment représentatifs des riverains du parc des Beaumont. Elle voulait refaire une réunion mais je lui ai répondu : « Madame, vous savez la préoccupation des gens d'ici ce n'est pas le parc des Beaumont mais leur fin de mois. Si vous organisez une nouvelle réunion, vous allez avoir exactement les mêmes gens qui ont du temps et déjà un peu de conscience sur ces enjeux environnementaux ».

Les modes de vie traduisent également l'impact des représentations sociales et des imaginaires générationnels sur les enjeux environnementaux. L'apparition progressive de la thématique environnementale dans la sphère universitaire puis élargie à l'ensemble de la société civile – par le biais des médias et sa mise à l'agenda public à partir des années 1970 (Cobb & Elder, 1972) – a provoqué une transformation incrémentale des manières de penser l'environnement. C'est ce que relate par exemple Étienne à partir des effets générationnels sur les modes d'alimentation :

Contrairement à ce que certains pensent, il y a de vrais changements en place, sur les mentalités. On est passé d'un système tout chimique de synthèse parce qu'il fallait nourrir les gens après la 2^{ème} Guerre mondiale à aujourd'hui un truc entre les deux, on est passé à une culture plus raisonnée [...]. Je pense que tous autant que nous sommes, entre la consommation de nos parents et nous, il y a un fossé énorme. Parce qu'on consomme plus de la viande de la même façon, on consomme d'autres aliments qui nous apportent des protéines, on a une consommation plus différenciée et plus réfléchie qu'il y a des années.

Mais ce type de représentations sociales ne se diffuse pas uniformément dans la société, notamment en ce qui concerne les façons de s'alimenter. Elles n'impactent donc pas de la même façon l'ensemble des couches sociétales.

Tous ces éléments sociographiques, conjoncturels et structurels, concourent à forger un rapport et un degré d'attachement au lieu de vie et au territoire vécu. Le sentiment d'appartenance territoriale est basé sur un sentiment d'intégration à une communauté d'habitants qui investit plus ou moins un territoire local (Moser, 2009). Ce sentiment peut hypothétiquement avoir une répercussion sur la sensibilité environnementale en s'appuyant justement sur

cette communauté partagée de sens, prédisposant à des engagements locaux collectifs. Si l'écologie n'est pas au centre des préoccupations de la population rencontrée à Chandon-République, il n'en demeure pas moins que certains traits sociodémographiques entraînent l'émergence de ressentis d'intégration à une communauté, ici caractérisés par le rôle intégrateur de l'islam. Les jeunes familles, habitant dans le parc social locatif, disposent d'un certain capital social, économique et culturel, en adéquation avec l'offre municipale culturelle et sportive variée, tournée vers la jeunesse et garantissant son accessibilité à l'ensemble des citoyens.



Photo 5

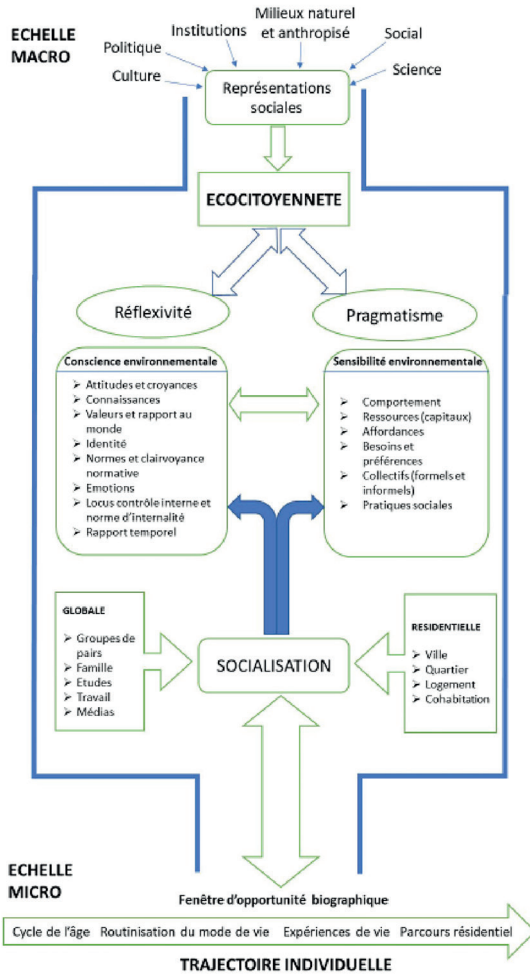
Entrée du jardin des Perlimpinpin située dans le parc Martin Luther King à Clichy-Batignolles

Ces prédispositions sociales et culturelles vont donc renforcer l'ancrage au territoire de Gennevilliers, d'autant plus s'il s'agit d'anciens habitants. En effet, ils ont pu développer un savoir-usager urbain (Sintomer, 2008) qui contribue à étendre la toile de leurs relations sociales tissées dans cet espace. L'investissement individuel à l'échelle locale peut donc s'expliquer par ce sentiment d'intégration à un territoire et à une population, sur lequel peuvent s'appuyer les pouvoirs publics municipaux en soutenant des initiatives habitantes, comme dans le cas du jardin partagé des Perlimpinpin, qui présente explicitement un caractère écologique²².

22. Cf. photo 5 ci-dessus.

Au-delà des clés de lecture que peut offrir ce type d'analyse sociologique sur l'écologisation des modes de vie²³, l'appropriation collective du local souligne un souhait partagé de démocratiser l'écocitoyenneté, en vue de son émancipation effective.

Figure 2 : Schéma général des ressorts sociaux de l'écocitoyenneté



Source : réalisation personnelle.

23. Cf. figure 2.

À la recherche d'une écocitoyenneté décloisonnée et démocratisée, de l'assiette du consomm'acteur à l'agora de la cité

L'idéal de la citoyenneté est ainsi profondément rattaché à l'écologie selon les habitants, qui lui donnent une définition enrichie à partir des principes de l'écologie sociale²⁴ dont la prise de conscience des déterminants de la sensibilité écologique est l'un de ses principes émancipateurs. Au-delà de la connaissance du poids des structures sociales sur le champ des possibles en vue de cet accomplissement personnel, l'écocitoyenneté inclue plusieurs acceptions, qui se décomposent en plusieurs degrés d'ouverture par rapport au consumérisme et au système marchand dans son ensemble. La préoccupation des ménages, quelles que soient leurs conditions de vie, reste axée sur les moyens d'accessibiliser l'écologie et l'écocitoyenneté à l'ensemble de la population. Cette démocratisation est à entendre au sens à la fois économique mais également informationnel, collectif et politique, les enjeux écologiques et sociaux devant être au centre de délibérations publiques, ainsi exposés comme de véritables préoccupations publiques.

En premier lieu, ce souhait d'élargissement de l'écologie à toutes et tous est affiché à travers le prisme de son coût économique, particulièrement autour des modes d'alimentation. Il s'opère actuellement une exclusion des ménages défavorisés, aux budgets les plus restreints, qui ne peuvent accéder à une alimentation biologique et locale, jugée meilleure pour la santé et pour l'environnement :

C'est une question d'argent, c'est clair que ça coûte de l'argent de faire ce genre de choses ne serait-ce que faire le choix – indique Arnaud, soulignant le manque d'alternatives offertes à ces ménages, tout en ajoutant –, c'est une question essentielle aujourd'hui, l'écologie coûte chère et a un coût élevé. Il faudrait se débrouiller pour que le ticket d'entrée soit plus abordable et il y aura plus de gens satisfaits par la suite d'entreprendre ce type de démarches d'achat.

En réalité, l'acte de consommation dans un régime capitaliste productiviste, même s'il peut paraître isolé, est véritablement perçu comme une pratique de résistance face aux dérives d'un tel système économique sur l'environnement. La

24. Définie ici comme l'ensemble « des communautés humaines et naturelles distinctes, et des facteurs sociaux et biologiques dont les interrelations forment la base d'une communauté écologiquement complète et équilibrée », BOOKCHIN, 2012, p. 24-25.

« consom'action » se révèle être une arme et un outil de revendication contre les effets délétères de la marchandisation sur la nature. Elle constitue un moyen d'orienter son pouvoir d'achat pour exprimer ses idées politiques (Hirschman, 1970) même si l'écologie reste ancrée dans un schème économique. Elle suppose une forme d'éveil critique pour le citoyen, qui va avoir des répercussions non négligeables pour des habitants en haut de l'échelle sociale, les plus adaptés au référentiel du développement durable, comme le décrit Thibaut :

L'appropriation écologique se réalise dans des actes marchands et on est face à des centaines de choix en réalité. Pour un citoyen, le choix d'aller vers des modèles de consommation qui lui correspondent lui offre la possibilité de changer véritablement les choses, c'est pour le coup ultra significatif. Dans une société capitaliste, l'achat est le seul procédé individuel avec le vote qui soit multi puissant.

Ce type d'écocitoyenneté donne donc à voir une première forme de comportement politique par le biais de la consommation. Il matérialise un affranchissement des contraintes de production industrielles qui dénaturent notamment les manières de se nourrir, ne s'adressant toutefois qu'aux seuls individus aux ressources suffisantes. Cette « consom'action » repose avant toute chose sur le niveau du pouvoir d'achat.

L'accès à toutes et tous à des produits de première nécessité de qualité demande selon certains une restructuration plus aboutie des conditions de production, et notamment une échelle plus globale. Selon eux, le changement individuel inhérent à la consommation alternative ne suffit pas à enrayer la logique marchande propre au néolibéralisme. C'est ce que pense Jean-Christophe, dont l'idéal démocratique ne peut se cristalliser que dans un système en rupture avec le libéralisme actuel :

Ce que je constate c'est celui qui a les moyens peut se payer des produits sains mais celui qui ne les a pas va s'acheter de la merde pour ainsi dire. Et l'écologie on devrait pouvoir monter le niveau, que ce ne soit pas qu'une question de moyens, que les producteurs vivent correctement de leur production. Il faut voir tous les financiers, le capital, les lobbys qu'il y a derrière. Tant qu'il y aura tous ces intérêts particuliers, ça ne changera pas.

À la volonté de démocratiser les biens de consommation dits écologiques s'articule celle de conscientiser des individus aux enjeux environnementaux.

L'accès à l'information représente une des pierres angulaires de l'écocitoyenneté émancipée et donne à réfléchir aux conditions de sa réception par les habitants.

Selon Jean-Christophe, ce travail d'information génère une « formation » des citoyens qui procure ainsi aux individus des outils et des instruments de compréhension de leur environnement dans sa dimension globale et leur permettent d'interagir dans un monde dont la portée leur échappe moins. Il s'agit d'un point majeur défendu par Thibaut, qui entame une réflexion qui supplante celle menée sur le rôle joué par les pratiques d'achat :

S'il y a bien une conclusion, c'est de vitaliser des actes citoyens mais c'est de la fouette si ça n'implique pas la conscience du citoyen. Il faut de l'incarnation, c'est par un maniement éclairé de l'information parcellaire que se trouve le principal enjeu qui reste pourtant le plus dur à mettre en place.

Cette vulgarisation des enjeux environnementaux et leur ouverture à l'ensemble de la population ne doit pas seulement être le fait d'une sensibilisation des associations de quartier. En effet, elle doit pouvoir transiter par d'autres canaux, tel le champ universitaire, qui peut impacter la sphère politique et donc conduire à une réorientation de certaines politiques publiques écologiques :

Il faudrait des personnes comme vous pour les mettre en forme dans le champ académique et théorique – complète Thibaut –, et que ça inspire les décideurs, qu'ils aient un substrat réflexif, que ce ne soit pas juste tiens je vais verdir les murs, j'envoie des associations de quartier. C'est bien de le faire, il n'y a rien sans ça. Mais plus que le citoyen, l'élu responsable est celui qui s'attaque aux racines qui font que le capitalisme dérive.

La portée politique relative à la démocratisation de l'information est primordiale dans la diffusion pragmatique de comportements écocitoyens. Elle transfère la responsabilité culpabilisante découlant des écogestes aux hommes et femmes politiques qui doivent être en mesure de laisser exprimer les opinions et les points de vue personnels de chaque citoyen sous forme de débat. En se saisissant de ce manque d'information sur l'environnement comme un véritable problème public²⁵, les élus délésteraient ainsi les ménages en remplissant pleinement leurs fonctions politiques :

25. L'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen survenu le 26 septembre 2019 montre à quel point cet accès à l'information est primordial face au manque de cohérence du traitement médiatique et des discours tenus par différents membres du gouvernement sur ses conséquences sanitaires et environnementales.

C'est là où le politique a un rôle à jouer – indique Étienne –, avoir une vision de long terme, globale, essayer d'être sur une échelle de temps et géographique plus grande que celle que le citoyen peut avoir parce qu'il est trop pris dans ses problèmes quotidiens.

La mise en débat de l'écologie, loin d'être effective au regard de la quasi-inexistence de processus de concertation locaux sur ce sujet, suppose que l'on confère une légitimité renouvelée aux habitants.

Conclusion

La démocratisation de l'écocitoyenneté est atteignable à la condition de placer le savoir citoyen sur son piédestal. Ceci pourrait alors enrichir la vision des porteurs de projet d'écoquartier, comme le relatait déjà John Dewey :

C'est la personne qui porte la chaussure qui sait le mieux si elle fait mal et où elle fait mal, même si le cordonnier est l'expert qui est le meilleur juge pour savoir comment y remédier. [...] Une classe d'experts est inévitablement si éloignée de l'intérêt commun qu'elle devient nécessairement une classe avec des intérêts particuliers et un savoir privé – ce qui, sur des matières qui concernent la société, revient à un non-savoir. (Dewey, 1927, p. 207)

Cette participation directe du citoyen aux affaires de la cité suggère une forme de réapprentissage de cet exercice politique primordial, éloignée de la citoyenneté passive et dont la signification apportée par Jean-Christophe s'en rapproche :

Le citoyen, c'est la personne qui s'occupe aussi de sa ville, de son quartier, qui prend part aux décisions, qui discute, qui peut amener des propositions, des débats, participer. Nous n'avons pas toujours la science infuse mais c'est dans le débat que naissent les idées.

L'émancipation de l'écocitoyenneté est garantie par ce droit d'émettre des propositions au sein d'assemblées et réunions délibératives, qui font déjà vivre l'écologie dans les idées et dans sa richesse sémantique institutionnelle et individuelle. Elle se joue également sur le terrain d'une *infrapolitique* (Faburel, 2015), de mobilisations de l'ordinaire qui découlent d'initiatives habitantes sous forme communautaire, des collectifs informels constitués face aux malfaçons présentes dans leur logement jusqu'aux associations de jardins partagés. Elle traduit en filigrane plusieurs interrogations sur les manières d'investir, de participer collectivement un projet et de se réapproprier les espaces publics-privés

(Carimentrand *et al.*, 2015), en montrant plus que jamais la pertinence de suivre une posture semblable à l'écologie sociale²⁶ (Bookchin, 2012, p. 24-25), actualisant le « droit à la ville » (Lefebvre, 1968) au prisme des défis environnementaux contemporains.

L'appropriation de l'environnement local induit la socialisation en cours dans l'espace urbain, comme par exemple l'apprentissage de normes et de valeurs telles que le respect ou la solidarité, qui s'éloignent d'un paradigme hiérarchisé des hommes et de l'environnement et convergent plutôt vers l'*empowerment* (Bacqué & Biewener, 2015). Un projet lié à une association comme celle du jardin des Perlimpinpin à Clichy-Batignolles symbolise ces pensées philosophiques, à l'instar de celle de Thibaut :

Je pense que la première interrogation qu'il faut avoir en tête quand on parle d'écocitoyenneté c'est se demander quel est le projet concret. La citoyenneté est l'engagement d'une personne dans la vie commune. Donc comment est-ce qu'on règle les difficultés d'organisation ? Cela débouche sur des interrogations optimales sur le projet. C'est le débat institutionnaliste versus communautariste. Mais ça va marcher ici parce qu'il y a déjà du communautaire qui se gère par l'immeuble et il y aura une pression par les pairs, surtout dans un immeuble avec un peu de fric. Et dans l'asso', c'est un peu la même chose si ce sont des communautés qui savent se parler. Par contre, si cela concerne le composteur de tout un quartier, ça va devenir plus compliqué. Le rapport citoyenneté à l'écologie, c'est déjà un rapport à un projet et à la manière avec laquelle une communauté gère le projet. Quel degré de proximité ? Quelle émulation des comportements ? Pas déviants mais divers et variés ? Quelle ambition ? C'est intéressant et c'est très concret. Il y a un effet communautaire qui s'est créé. Je pense que c'est autour de ces actions pratiques que peut se créer la théorie de la relation citoyenne à l'écologie, sur des trucs très concrets parce que le reste du temps nous sommes pris par nos contraintes.

26. Elle « ne propose pas qu'une critique de la rupture entre humanité et nature ; elle pose aussi l'exigence d'y remédier et même de son indispensable et radical dépassement (...). Elle est la science des rapports naturels et sociaux au sein de communautés ou écosystèmes. L'écologie sociale cherche à démêler les formes et les modèles de relations qui rendent intelligibles une communauté, qu'elle soit naturelle ou sociale ».

L'écocitoyenneté semble s'apparenter plus globalement à une philosophie conjointe à l'écologie sociale selon les habitants interrogés. Au-delà de leur regard critique sur les répercussions des modes de fabrication des écoquartiers, ils restent animés par les idéaux d'une lutte pour la démocratisation de l'écologie et contre les inégalités socio-environnementales (Theys, 2007). Cette lutte implique ainsi un renouvellement de la socialisation écocitoyenne, propice à l'accomplissement de l'homme par ses relations affranchies aux autres et à son environnement, et la revendication d'une reconnaissance politique de cultures populaires écologiques. Ainsi, l'écocitoyenneté émancipée, à savoir une

citoyenneté critique, compétente, créative et engagée à l'égard des questions socioécologiques, capable et désireuse de participer aux débats publics, à la recherche de solutions et à l'innovation écosociale (Sauvé, 2013, 21)

arrive ainsi à éclore à travers l'écologie sociale, sublimée par une aspiration populaire à sa démocratisation.

Bibliographie

AGYEMAN Julian & KOLLMUSS Anja, 2002, "Mind the Gap: Why do People Act Environmentally and What Are the Barriers to Pro-Environmental Behavior?" in *Environmental Education Research*, vol. 8 (3), pp. 239-260.

AUTHIER Jean-Yves, COLLET Anaïs, GIRAUD Colin, RIVIÈRE Jean & TISSOT Sylvie (dir.), 2018, *Les Bobos n'existent pas*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 208 p.

BACQUÉ Marie-Hélène & BIEWENER Carole, 2015, *L'Empowerment, une pratique émancipatrice ?*, La Découverte, Paris, 176 p.

BAREAU Hélène, 2016, *Être Écocitoyen à la maison. Toutes les solutions pour un logement économe et facile à vivre*, ADEME/Agir !, Paris, 17 p.

BECKER Maja & FÉLONNEAU Marie-Line, 2008, "Pro-Environmental Attitudes and Behavior: Revealin Perceived Social Desirability" in *Revue internationale de psychologie sociale*, n° 21, pp. 25-53.

BESLAY Christophe, GOURNET Romain & ZELEM Marie-Christine, 2015, « Le "Bâtiment économe" : utopie technicienne et « résistance » des usages » in

- BOISSONADE Jérôme (dir.), *La Ville durable controversée. Les dynamiques urbaines dans le mouvement critique*, Éditions Petra, Paris, p. 335-364.
- BESLAY Christophe & ZELEM Marie-Christine, 2009, « Le paradoxe du consommateur moderne. Modérer ses consommations d'énergie dans une société toujours plus énergivore » in DOBRÉ Michelle & JUAN Salvador (dir.), *Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie*, L'Harmattan, Paris, p. 277-296.
- BIGA Chris & STETS Jan, 2013, "Bringing Identity Theory into Environmental Sociology" in *Sociological Theory*, vol. 21, n° 4, pp. 398-423.
- BIHOUIX Philippe, 2019, *Le Bonheur était pour demain*, Seuil, Paris, 384 p.
- BOISSONADE Jérôme (dir.), 2015, *La Ville durable controversée. Les dynamiques urbaines dans le mouvement critique*. Éditions Petra, Paris, 487 p.
- BOOKCHIN Murray, 2012 [1982], *Qu'est-ce l'écologie sociale ?*, Atelier de création libertaire, Lyon, 56 p.
- BOZONNET Jean-Paul, 2012, « La sensibilité écologique » in BARBIER Rémi, BOUDÈS Philippe, BOZONNET Jean-Paul, CANDAU Jacqueline, DOBRÉ Michelle, LEWIS Nathalie & RUDOLF Florence (dir.), *Manuel de sociologie de l'environnement*, Presses universitaires de Laval, Laval, p. 147-162.
- BRUGVIN Thierry, 2014, « Écologie, culture populaire et culture de la pauvreté » in *Journal du MAUSS*, 13 p., <http://www.journaldumauss.net/?Ecologie-culture-populaire-et>.
- CARIMENTRAND Aurélie, NDIAYE Abdourahmane & TOZZI Pascal, 2015, « La participation habitante dans les écoquartiers : un enjeu de (re)politisation ? » in *Développement durable et territoires*, vol. 6, n° 2, 8 p.
- COBB Roger & ELDER Charles, 1972, *Participation in American Politics : The Dynamics of Agenda-Building*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, 196 p.
- COMBY Jean-Baptiste & GROSSETÊTE Matthieu, 2013, « La morale des uns ne peut pas faire le bonheur de tous. Individualisation des problèmes publics,

- prescriptions normatives et distinction sociale » in COULANGEON Philippe & DUVAL Julien (dir.), *Trente ans après La Distinction*, La Découverte, Paris, p. 341-354.
- DARMON Muriel, 2010 [2007], *La Socialisation*, Armand Colin, Paris, 128 p.
- DEMARQUE Christophe *et al.*, 2011, « Socialisation, perspectives temporelles et implication personnelle : une étude dans le champ de l'environnement » in *Les Cahiers internationaux de psychologie sociale*, n° 92, p. 351-369.
- DESCOLA Philippe, 2005, *Par-delà nature et culture*, Gallimard, Paris, 640 p.
- DEWEY John, 2010 [1927], *Le Public et ses problèmes*, Gallimard, Paris, 336 p.
- DOBRÉ Michelle & JUAN Salvador (dir.), 2009, *Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie*, L'Harmattan, Paris, 317 p.
- DOBRÉ Michelle, 2002, *L'Écologie au quotidien : éléments pour une théorie sociologique de la résistance* ordinaire, L'Harmattan, Paris, 352 p.
- DUNLAP Riley & VAN LIERE Kent, 1980, "The Social Bases of Environmental Concern: A Review of Hypotheses, Explanations and Empirical Evidence" in *Oxford University Press on Behalf of the American Association for Public Opinion Research*, *The Public Opinion Quarterly*, vol. 44, n° 2, p. 181-197.
- FABUREL Guillaume, 2015, « Les écoquartiers comme construction infrapolitique d'un habiter ? Expériences sensibles et paysagères, modes de vie et valeurs socio-environnementales » in *Développement durable et territoires*, vol. 6, n° 2, 22 p.
- FIJALKOW Yankel (dir.), 2017, *Dire la ville, c'est faire la ville. La performativité des discours sur l'espace urbain*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 194 p.
- FISCHER Gustave-Nicolas, 2011, *Psychologie de l'environnement social*, Dunod, Paris, 204 p.
- GRENDSTAD Gunnar, OLLI Eero & WOLLEBAEK Dag, 2001, "Correlates of Environmental Behaviors. Bringing Back Social Context" in *Environment and Behavior*, vol. 33, n° 2, p. 181-208.

- HENNION Antoine, 2004, « Une sociologie des attachements. D'une sociologie de la culture à une pragmatique de l'amateur » in *Sociétés*, n° 85, p. 9-24.
- HIRSCHMAN Albert, 1970, *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations and States*, Harvard University Press, Cambridge, 162 p.
- JACQUÉ Marie, 2016, « L'éducation à l'environnement : entre engagements utopistes et intégration idéologique » in *Cahiers de l'action*, n° 47, p. 13-19.
- LEFEBVRE Henri, 1968, *Le Droit à la ville*, Éditions du Seuil, Paris, 164 p.
- MAUSS Marcel, 1968 [1923-1924], « Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques » in *Sociologie et anthropologie*, PUF, Paris, 482 p.
- MORMONT Marc, 2013, « Écologisation : entre sciences, conventions et pratique » in *Natures sciences sociétés*, vol. 21, n° 2, p. 159-160.
- MOSER Gabriel, 2009, *Psychologie environnementale. Les relations homme-environnement*, De Boeck, Bruxelles, 298 p.
- PAUTARD Eric, 2015, « La rhétorique pédagogique au service de l'acceptabilité sociale. Le verdissement des conduites individuelles en question » in BOISSONADE Jérôme (dir.), *La Ville durable controversée. Les dynamiques urbaines dans le mouvement critique*, Éditions Petra, Paris, p. 105-140.
- RENAULD Vincent, 2014, *Fabrication et usage des écoquartiers. Essai critique sur la généralisation de l'aménagement durable en France*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 122 p.
- SAUVÉ Lucie, 2013, « Au cœur des questions socioécologiques : des savoirs à construire, des compétences à développer » in *Éducation relative à l'environnement : regards-recherches-réflexions*, vol. 11, p. 19-40.
- SINTOMER Yves, 2008, « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? » in *Raisons politiques*, vol 31, n° 3, p. 115-133.
- THEYS Jacques, 2007 « Pourquoi les préoccupations sociales et environnementales s'ignorent-elles mutuellement ? Un essai d'interprétation à partir du thème des inégalités écologiques » in BAULER Tom, CORNUT Pierre &

ZACCAÏ Edwin (dir.), *Environnement et inégalités sociales*, Éditions de l'Université de Bruxelles, p. 23-35.

VINCENT Stéphanie, 2009, « De l'adoption d'un mode altermobile sur le trajet domicile-travail. Mise en évidence des processus amenant à des usages de déplacements plus durables » in DOBRÉ Michelle & JUAN Salvador (dir.), *Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie*, L'Harmattan, Paris, p. 129-137.

VULBEAU Alain (dir.), 2011, *De l'écoquartier à la ville durable. Des clefs pour (re)penser la question sociale*, FORS recherche sociale, Paris, 107 p.

YOUNÈS Chris, 2017, « Des milieux qui font monde » in PACQUOT Thierry (dir.), *Repenser l'urbanisme*, Infolio, Gollion, p. 131-140.

Résumé : Cet article découle d'un travail de recherche empirique centré sur les ressorts socio-spatiaux de l'écologisation des modes de vie et la diffusion-réappropriation de l'écocitoyenneté. Il s'appuie sur une dizaine d'entretiens semi-directifs et 93 entretiens par questionnaire auprès d'habitants d'écoquartiers franciliens (Clichy-Batignolles, Bel Air-Grands Pêcheurs et Chandon-République). L'analyse des modes de vie révèle la pluralité des rapports à l'écoquartier, lieu agréable à vivre mais également catalyseur de désagréments quotidiens freinant l'intégration des habitants à leur environnement local. Les retours d'expérience des habitants font état de la diffusion généralisée des écogestes dans l'ensemble des représentations liées à l'écologie. Cependant, ils témoignent de la richesse des relations subjectives à l'écocitoyenneté, oscillant entre la défense et l'opposition au référentiel du développement durable. Ces discours vernaculaires sont à l'origine d'une réappropriation sémantique et pragmatique de l'écocitoyenneté qui va ainsi être modelée en fonction des contraintes de vie et des valeurs personnelles, autant de variables susceptibles d'avoir une influence effective sur la conscience et la sensibilité environnementales. Les résultats de recherche font apparaître des attentes plurielles quant à la démocratisation de l'écologie, variables en fonction des (dis)positions sociales personnelles. La reconnaissance de ces déterminants, expliquant également les phénomènes d'inertie-renforcement des comportements pro-environnementaux, renouvelle la grammaire de lecture liée à l'écocitoyenneté. Cette dernière semble affiliée à une éthique proche de l'écologie sociale, porteuse de sens à l'échelle locale et levant le voile des effets aliénants du capitalisme sur l'individu, notamment à partir de sa matérialisation institutionnelle et urbaine.

Mots-clefs : démocratie, développement durable, écologie, écoquartier, écocitoyenneté, géographie, identité, modes de vie, sensibilité environnementale, socialisation, sociologie, territoire.

The Plurality of Relationships with the Ecodistrict and Ecocitizenship: a Common Attachment to the Local and the Democratization of Ecology?

This article is the result of empirical research focused on the socio-spatial drivers of the greening of ways of life and the diffusion-reappropriation of ecocitizenship. It is based on a dozen semi-directive interviews and 93 interviews by survey with residents of ecodistricts in Ile-de-France (Clichy-Batignolles, Bel Air-Grands Pêcheurs and Chandon-République). The analysis of ways of life reveals the plurality of relationships with the ecodistrict, a pleasant place to live but also a catalyst for daily inconveniences that hinder the integration of residents into their local environment. Feedback from the inhabitants shows that ecogests are widespread in all representations related to ecology. However, they testify to the richness of subjective relationships to ecocitizenship, oscillating between defence and opposition to the standards of sustainable development. These vernacular discourses are at the origin of a semantic and pragmatic reappropriation of ecocitizenship, which will thus be shaped according to life constraints and personal values, all variables likely to have an effective influence on environmental awareness and sensitivity. The research results reveal plural expectations regarding the democratization of ecology, fluctuant according to personal social (dis)positions. The recognition of these determinants, which also explains the phenomena of inertia-strengthening of pro-environmental behaviour, renews the framework related to ecocitizenship. The latter one seems to be affiliated with an ethic close to social ecology, which makes sense at the local level and lifts the veil of the alienating effects of capitalism on the individual, particularly from its institutional and urban materialization.

Keywords: democracy, sustainable development, ecology, ecodistrict, ecocitizenship, geography, identity, way of life, environmental sensitivity, socialization, sociology, territory.

La pluralidad de las relaciones con el ecobarrio y la ecociudadanía: ¿un apego común a lo local y la democratización de la ecología?

Resumen: Este artículo es el resultado de una investigación empírica centrada en los factores socioespaciales que impulsan la ecologización de los estilos de vida y

la difusión y apropiación de la eco-ciudadanía. A través una decena de entrevistas semidirectivas y 93 entrevistas por cuestionario a los habitantes de los eco-barrios de Île-de-France (Clichy-Batignolles, Bel Air-Grands Pêcheurs y Chandon-République). El análisis de los estilos de vida revela la pluralidad de las relaciones con el eco-barrio, un lugar agradable para vivir, pero también un catalizador de los inconvenientes cotidianos que dificultan la integración de los residentes en su entorno local. La retroalimentación de los habitantes muestra que los ecogestos están muy extendidos en todas las representaciones relacionadas con la ecología. Sin embargo, atestiguan la riqueza de las relaciones subjetivas con la eco-ciudadanía, oscilando entre la defensa y la oposición al punto de referencia del desarrollo sostenible. Estos discursos vernáculos están en el origen de una reapropiación semántica y pragmática de la eco-ciudadanía, que se configurará en función de las limitaciones de la vida y de los valores personales, variables que pueden tener una influencia efectiva en la conciencia y la sensibilidad ambiental. Los resultados de la investigación revelan expectativas plurales con respecto a la democratización de la ecología, que varían según las personales (des)posiciones sociales. El reconocimiento de estas determinantes, que también explica el fenómeno de la inercia -refuerzo del comportamiento pro-ambiental-, renueva la gramática de la lectura relacionada con la eco-ciudadanía. Este último parece estar afiliado a una ética cercana a la ecología social, que tiene sentido a nivel local y que levanta el velo de los efectos alienantes del capitalismo sobre el individuo, particularmente de su materialización institucional y urbana.

Palabras claves: democracia, desarrollo sostenible, ecología, ecobarrios, ecociudadanía, geografía, identidad, estilos de vida, sensibilidad ambiental, socialización, sociología, territorio.